

(N° 296.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1923.

Projet de loi interprétative

concernant la procédure en cassation en matière civile (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE LA JUSTICE ET DE LÉGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. SOUDAN.

Messieurs,

L'ordonnance du 28 juin 1738, qui de par l'article 60 de l'arrêté du prince souverain des Pays-Bas, du 15 mars 1815, règle, en même temps que d'autres dispositions légales de l'ancien régime, notre procédure devant la Cour de Cassation, contient, en ce qui concerne la signification du pourvoi, notamment les deux dispositions suivantes :

ART 17. — Les avocats sont tenus de signer les copies et les originaux de tous les actes, requêtes ou autres procédures qui seront signifiées pendant le cours des instances. Ce qui sera observé, à peine de nullité de ladite signification ; défenses sont faites aux greffiers du Conseil et à leurs commis, de délivrer aucune expédition sur les cédules non signées, et aux huissiers dudit Conseil, de signifier aucune écriture ou acte, soit d'instruction ou autres, *s'ils ne sont signés desdits avocats*, à peine de nullité et de deux cents livres d'amende.

ART. 29. — Les copies signifiées des requêtes comme aussi les actes et procédures d'instruction seront écrits lisiblement et correctement, en petite demi-grosse seulement et seront, lesdites copies, conformes aux originaux, de quoi l'avocat demeurera responsable en son propre et privé nom.

(1) Projet de loi, n° 98.

(2) Composition de la Commission permanente : MM. Brunet, président, Baels, Buisset, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Hallet, Jennissen, Mechelynck, Meysmans, Neven, Poncelet, Sinzot, Soudan et Van Dievoet.

Dans la pratique certains huissiers signifient les pourvois, certifiés conformes par l'avocat de la partie et revêtus de sa signature, mais sans attester l'existence de cette dernière, dans l'exploit de signification.

La Cour de Cassation, par un arrêt du 21 décembre 1922, a décidée que doit être considérée comme nulle la signification du pourvoi, si l'exploit de signification ne constate pas l'accomplissement des formalités requises par la loi, et spécialement la signature, par l'avocat à la Cour, des copies significées.

Le projet de loi qui nous est soumis propose au Parlement de décider, par voie d'interprétation, que « les actes de signification prévus par l'arrêté du 13 mars 1813, contenant règlement organique de la procédure en cassation, ne doivent pas mentionner, à peine de nullité, que les copies des pièces dont signification est faite ont été signées ou paraphées par l'avocat de la partie requérante ».

Il propose, en outre, de déclarer que la loi sera « applicable aux affaires introduites devant la Cour de Cassation, mais non encore jugées ».

*
* *

Remarquons tout d'abord qu'en vertu de l'article 28 de la Constitution l'interprétation des lois par voie d'autorité n'appartient qu'au pouvoir législatif ; que d'autre part, les juges sont tenus de se conformer aux lois interprétatives, dans toutes les affaires où le point de droit n'est pas définitivement jugé au moment où ces lois deviennent obligatoires (loi du 7 juillet 1865, article 5).

Le projet qui nous est proposé ayant pour objet d'interpréter un texte légal, point ne sera nécessaire d'indiquer dans la loi, si elle est votée, qu'elle sera applicable aux affaires non encore jugées : cela va de soi.

*
* *

L'arrêt de la Cour de Cassation du 21 décembre 1922 s'exprime comme suit :

« Sur la fin de non recevoir soulevée d'office :

« Attendu que la copie du pourvoi significée au défendeur doit, à peine de nullité de la signification, aux termes des articles 17 du titre premier, 2^e partie, et 29 du titre IV, 2^e partie, de l'ordonnance du 28 juin 1738, être signée par l'avocat du demandeur qui, sous sa responsabilité, doit garantir la conformité de la copie à l'original ;

« Attendu que l'acte de signification de l'huissier Devillers, de Liège, dressé le 9 août 1922, n'indique pas que la copie de la requête, significée au défendeur, était signée par l'avocat de la demanderesse et ne constate pas, dès lors, l'accomplissement des formalités requises par la loi ; que la requête n'a donc pas été significée régulièrement dans le délai d'un mois à partir de l'ordonnance du premier président, rendue le 20 juillet 1922 ;

« Attendu, dès lors, que la demanderesse est déchue de son pourvoi en vertu de l'article 15 de l'arrêté du 13 mars 1813... »

*
* *

L'article 29 de l'ordonnance de 1738 nous paraît étranger au débat. Il impose une écriture déterminée aux copies significées des requêtes et des

autres actes et procédures d'instruction, ainsi que leur conformité aux originaux, sous la responsabilité personnelle des avocats.

L'article 18 est, à notre avis, seul en question.

Un point doit être acquis : les copies de tous actes, requêtes ou procédures signifiées dans le cours des instances seront signées par l'avocat à la Cour de Cassation.

L'absence de signature entraînera la nullité des significations.

Le texte est clair et non susceptible de deux interprétations.

La Cour de Cassation, à diverses reprises, a jugé la question sans que ses arrêts aient pu être critiqués (1^{er} février 1840, *Pas.* 1840, p. 290; *Cass.* 16 juillet 1840, 6 mai 1844; *Pas.* 1844, p. 121; *Cass.* 13 juin 1867; *Pas.* 1868, p. 55).

La seule chose que nous ayons donc à examiner est la suivante :

L'article 17 de l'ordonnance de 1738 prescrit-il, à peine de nullité, la constatation, dans l'exploit de signification, de la signature de la copie signifiée, par l'avocat à la Cour ?

Le texte est muet quant à la nécessité de cette constatation.

Nous pourrions donc, dès lors, considérer la question comme résolue.

La haute autorité qui s'attache aux arrêts de la Cour Suprême nous commande cependant d'examiner à quelle considération elle a obéi en rédigeant son arrêt du 21 décembre 1922.

Il semble que, dans sa pensée, la disposition de l'article 17 de l'ordonnance de 1738 soit d'ordre public. Dans ce système, en cas de non production des copies signifiées, elle doit appliquer d'office la sanction de nullité comminée par l'article 17, la Cour devant pouvoir constater, par l'exploit de signification, l'existence ou la non existence de la signature des copies par l'avocat à la Cour.

Nous pensons que la Cour a fait erreur et que l'ordonnance de 1738 n'a pris les précautions qu'elle édicte, pour assurer l'identité entre l'original et la copie des actes de procédure en Cour de Cassation que dans l'intérêt privé.

Comme le dit l'Exposé des motifs, les huissiers et greffiers inspiraient, sous l'ancien régime, quelque méfiance, et leur affirmation ne paraissait point suffisante pour garantir la fidélité des copies à transmettre au cours de la procédure. Mais il n'en reste pas moins que les précautions, imposées par la loi, à l'égard des officiers ministériels, ont pour objectif l'intérêt privé des parties, et non point des raisons d'ordre public. La Cour prononcera donc la nullité si la partie intéressée la réclame; elle ne la prononcera pas d'office.

Telle semble d'ailleurs avoir été l'opinion de notre Cour Suprême, jusqu'à son arrêt du 21 décembre 1922.

Il en résulte que la constatation, dans l'original de l'exploit de signification, de l'existence de la signature de l'avocat sur les copies signifiées, n'a pas l'intérêt que la Cour Suprême lui prête aujourd'hui et que son absence ne justifie point les rigueurs de l'arrêt du 21 décembre 1922.

Le Rapporteur,
SOUDAN.

Le Président,
BRUNET.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1925.

Ontwerp van verklarende wet betreffende de rechtspleging in cassatie in burgerlijke zaken ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGER- EN STRAF-
RECHTELIJKE WETGEVING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SOUDAN.

MIJNE HEEREN,

In de verordening van 28 Juni 1738, welke krachtens artikel 60 van het besluit van den Prins-Souverein der Nederlanden d. d. 15 Maart 1813, onze rechtspleging voor het Hof van Cassatie regelt te gelijk met andere wettelijke bepalingen van het vroegere Regeeringsstelsel, komen, wat betreft de beteekening van het Cassatieberoep, de volgende twee bepalingen voor :

« ART. 17. — De advocaten zijn verplicht de afschriften en het origineel te onderteekenen van al de akten, verzoekschriften of andere stukken der rechtspleging, welke in den loop van het geding worden beteekend en wel op straffe van nietigheid van de beteekening. Het is verboden aan de griffiers van den Raad en aan hunne commiezen, eenig afschrift af te leveren op de niet onderteekende stukken, en aan de deurwaarders van gezegden Raad, eenig stuk of eenige akte, behoorende tot de rechtspleging, of andere stukken, te beteekenen, *indien zij niet door bedoelde advocaten zijn onderteekend, op straffe van nietigheid en van eene geldboete van twee honderd pond.* »

« ART. 29 — De beteekende afschriften van de verzoekschriften, evenals de akten en stukken der rechtspleging moeten leesbaar en zonder fouten

(1) Wetsontwerp, n^r 98.

(2) Samenstelling van de Bijzondere Commissie : De heeren Brunet, voorzitter, Baels, Buisset, Carton de Wiart, Colleaux, De Bue, Dejardin, Hallet, Jennissen, Mechelynck, Meysmans, Neven, Ponclet, Sinzot, Soudan en Van Dievoet.

geschreven zijn, slechts in kleine halve grosse; bedoelde afschriften moeten eensluidend zijn met het origineel; daarvoor blijft de advocaat in eigen en privaten naam aansprakelijk ».

In de practijk wordt elk beroep, door den advocaat der partij eensluidend verklaard en met dezès handteekening bekleed, door sommige deurwaarders beteekend, doch zonder in het exploot tot beteekening het bestaan dier handteekening te bevestigen.

Bij arrest van 24 December 1922, besliste het Hof van Cassatie dat de beteekening van het Cassatieberoep als nietig moet aangezien worden, indien in het exploot tot beteekening niet is vermeld dat de bij de wet gestelde vormvereischen in acht genomen werden, inzonderheid dat de advocaat bij het Hof de beteekende afschriften heeft onderteekend.

Het ons voorgelegd wetsontwerp stelt aan het Parlement voor, bij wijze van verklaring te beslissen dat :

« De beteekeningsakten, voorzien bij besluit van 13 Maart 1813, houdende reglement tot inrichting van de rechtspleging in cassatie, niet moeten vermelden, op straffe van nietigheid, dat de afschriften van de stukken, waarvan beteekening werd gedaan, door den advocaat van den eischer onderteekend of geparafeerd zijn geworden. »

Het stelt bovendien voor, te verklaren dat de wet « van toepassing zijn zal op de zaken die voor het Hof van Cassatie aangebracht, doch nog niet gevonnist werden. »

*
* *

Laten wij in de eerste plaats aanmerken dat, krachtens artikel 28 der Grondwet, alleen de wetgevende macht bevoegd is om de wetten op bindende wijze te verklaren; dat, anderzijds, de rechters verplicht zijn, de verklarende wetten in acht te nemen in al de zaken, waarin de rechtsquaestie niet voorgoed is beslist wanneer die wetten verbindend worden (wet van 7 Juli 1863, artikel 3).

Daar het ons voorgesteld ontwerp ten doel heeft eenen wetstekst te verklaren, zal het niet noodig zijn, in de wet — zoo zij aangenomen wordt — te vermelden dat zij van toepassing zal zijn op de nog niet gevonniste zaken : dat spreekt vanzelf.

*
* *

Het arrest van het Hof van Cassatie, d. d. 24 December 1922, luidt als volgt :

« Betreffende de van ambtswege opgeworpen vraag tot niet-ontvanke-lijkverklaring :

« Overwegende, dat, naar luid van de artikelen 17, titel I, deel II en 29, titel IV, deel II, der verordening van 28 Juni 1738, het afschrift van het beroep, aan den verweerder beteekend, op straffe van nietigheid der beteekening moet onderteekend zijn door den advocaat van den eischer, die, onder zijne verantwoordelijkheid, moet waarborgen dat het afschrift eensluidend is met het origineel;

« Overwegende, dat de akte van beteekening, door den deurwaarder Devillers, te Luik, opgemaakt den 9ⁿ Augustus 1922, niet vermeldt dat het afschrift van het verzoekschrift, aan den verweerder beteekend, ondertee-kend was door den advocaat der eischeres, en zij bijgevolg niet vaststelt dat de bij de wet gestelde vormvereischen werden in acht genomen; dat het verzoekschrift dus niet regelmatig beteekend werd binnen ééne maand vanaf het bevel van den eersten voorzitter, verleend den 20^e Juli 1922;

» Aangezien, dienvolgens, de eischeres vervallen is verklaard van haar beroep krachtens artikel 13 van het besluit van 15 Maart 1815;... »

* * *

Artikel 29 der Verordening van 1738 is, naar wij meenen, in het debat niet betrokken. Het bepaalt op welke wijze de beteekende afschriften van de verzoekschriften en van de andere akten en stukken der rechtspleging moeten geschreven worden, en dat zij met het origineel moeten overeen-stemmen, onder de aansprakelijkheid van de advocaten.

Naar onze meening, is alleen artikel 18 in de zaak betrokken.

Eene zaak moet vaststaan : de afschriften van alle akten, verzoekschriften of stukken beteekend in den loop van het geding moeten door den advocaat bij het Hof van Cassatie ondertee-kend zijn.

Mocht de ondertee-kening ontbreken, dan zouden de beteekeningen nietig zijn.

De tekst is duidelijk en kan niet op tweeërlei wijzen verklaard worden.

Herhaaldelijk deed het Hof van Cassatie uitspraak over de zaak, zonder dat critiek tegen zijne arresten kon aangevoerd worden (1 Februari 1840, *Pas.*, 1840, bl. 290; Cass. 16 Juli 1840, 6 Mei 1841; *Pas.*, 1841, bl. 121; Cass. 13 Juni 1867; *Pas.*, 1868, bl. 35).

Wij behoeven dan slechts de volgende vraag te onderzoeken :

Wordt door artikel 17 der verordening van 1738 voorgeschreven, op straffe van nietigheid, in het exploit tot beteekening vast te stellen dat het beteekend afschrift werd ondertee-kend door den advocaat bij het Hof?

In den tekst komt er niets voor betreffende de noodzakelijkheid dier vast-stelling.

Wij zouden bijgevolg de zaak kunnen beschouwen als opgelost zijnde.

Wegens het groot gezag der arresten van het Hof van Cassatie zijn wij nochtans verplicht na te gaan op welke reden het steunde bij het opmaken van zijn arrest van 21 December 1922.

Het schijnt dat, naar zijne meening, het bepaalde in artikel 17 der veror-dening van 1738 van openbare orde is. Volgens dit stelsel moet het, bij niet-voorlegging van de beteekende afschriften, de nietigverklaring, voor-zien bij artikel 17, van ambtswege kunnen uitspreken, daar het door middel van het exploit tot beteekening moet vaststellen of de afschriften al of niet zijn ondertee-kend door den advocaat bij het Hof.

Wij meenen dat het Hof zich vergist heeft en dat de verordening van 1738 de door haar opgelegde voorzorgen om de identiteit tusschen het origineel

en het afschrift van de akten der rechtspleging voor het Hof van Cassatie te verzekeren, slechts in het privaat belang heeft genomen.

Zooals in de Memorie van Toelichting wordt gezegd, had men, onder het vroegere Regeeringsstelsel, eenig wantrouwen in de deurwaarders en de griffiers; hunne bevestiging bleek niet voldoende om de getrouwheid der afschriften, welke in den loop van het geding moeten toegezonden worden, te waarborgen. Niettemin is het waar dat de voorzorgen, door de wet opgelegd tegenover de ministerieele ambtenaren, het privaat belang van partijen beoogen en niet op de openbare orde steunen. Het Hof zal dus de nietigheid uitspreken, zoo de belanghebbende partij zulks vraagt; het zal ze niet van ambtswege uitspreken.

Overigens, dit schijnt wel de meening te zijn geweest van ons Hoog Gerechtshof tot 21 December 1922.

Daaruit blijkt dat de vaststelling, in het origineel van het exploit tot beteekening, van het bestaan der handteekening van den advocaat op de beteekende afschriften, niet het belang heeft, hetwelk het Hoog Gerechtshof thans daaraan hecht, en dat het niet-bestaan der handteekening de strenge beslissing van het arrest d.d. 21 December 1922 niet wettigt.

De Verslaggever,

SOUDAN.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

